

**PROJET SOUMIS A L'APPROBATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 21 SEPTEMBRE 2010**

GROUPE OTOR

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES

AU

30 JUIN 2010

ARRETES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 21 SEPTEMBRE 2010

Sommaire

1	Etat de la situation financière	3
2	Compte de résultat consolidé	5
3	Etat du résultat global	6
4	Flux de trésorerie consolidés	7
5	Variation des capitaux propres consolidés	8
6	Annexe aux états financiers consolidés	9
6.1	Informations générales	9
6.1.1	Contexte de publication	9
6.2	Modalités d'élaboration	9
6.2.1	Référentiel comptable	9
6.2.2	Hypothèse de base de continuité de l'exploitation	11
6.2.3	Estimations comptables déterminantes	12
6.2.4	Variation du périmètre de consolidation / comparabilité des comptes	13
6.3	Notes annexes aux états financiers consolidés résumés	14
6.3.1	Ecart d'acquisition	14
6.3.2	Immobilisations incorporelles	15
6.3.3	Immobilisations corporelles	16
6.3.4	Actifs financiers non courants	18
6.3.5	Dettes financières	19
6.3.6	Provision pour risques et charges	22
6.3.7	Autres produits / autres charges opérationnelles	23
6.3.8	Participation des salariés	23
6.3.9	Impôts sur le résultat	24
6.3.10	Résultat par action	24
6.3.11	Segments opérationnels	24
6.3.12	Evénements postérieurs à la clôture	27
6.3.13	Engagements hors bilan	27
6.3.14	Gestion du risque de taux	27

1 Etat de la situation financière

ACTIF en milliers d'euros	30/06/2010	31/12/2009
ACTIFS NON COURANTS		
Goodwill	62 003	62 077
Immobilisations incorporelles	6 224	6 087
Immobilisations corporelles	61 197	61 206
Titres mis en équivalence		
Actifs financiers (1)	13 511	13 534
Impôts différés actifs (IDA)	14 198	17 165
<i>Total actifs non courants</i>	<i>157 133</i>	<i>160 069</i>
ACTIFS COURANTS		
Stocks	39 921	36 526
Clients	68 721	58 257
Créances d'impôt sur le résultat		16
Autres débiteurs (2)	7 653	6 982
Charges constatées d'avance	1 208	686
Instruments dérivés		26
Trésorerie et équivalents de trésorerie	794	1 750
<i>Total actifs courants</i>	<i>118 297</i>	<i>104 243</i>
<i>Actifs détenus en vue d'être cédés</i>		
TOTAL DE L'ACTIF	275 430	264 312
(1) dont dépôts versés au factor	2 826	2 831
et FCP bloqués / garantie de passif	8 248	8 240
(2) dont comptes de réserve factor	2 800	2 774

PASSIF		
en milliers d'euros	30/06/2010	31/12/2009
CAPITAUX PROPRES		
Capital	22 168	22 168
Primes	41 594	41 594
Actions propres	-397	-397
Réserves - part du groupe	49 111	46 939
Résultat de la période - Part du groupe	6 190	2 162
<i>Capitaux propres - Part du groupe</i>	<i>118 666</i>	<i>112 466</i>
Intérêts minoritaires	5	5
<i>CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES</i>	<i>118 671</i>	<i>112 471</i>
PASSIFS NON COURANTS		
Emprunts à long terme	25 932	31 309
Retraites et avantages assimilés	12 195	11 637
Provisions à long terme	311	280
Subventions - produits différés	46	53
Participation des salariés	5 330	5 454
Impôts Différés Passifs (IDP)		
<i>Total passifs non courants</i>	<i>43 814</i>	<i>48 733</i>
PASSIFS COURANTS		
Partie à moins d'un an des emprunts à long terme	13 309	13 988
Fournisseurs et comptes rattachés	46 197	39 960
Provisions à court terme	701	1 029
Part à court terme de la participation des salariés	575	1 305
Crédits court terme et découverts bancaires	18 679	14 429
Autres créditeurs	33 449	32 397
Instruments dérivés	35	
<i>Total passifs courants</i>	<i>112 945</i>	<i>103 108</i>
<i>Passifs détenus en vue d'être cédés</i>		
TOTAL DU PASSIF	275 430	264 312

2 Compte de résultat consolidé

en milliers d'euros	1er semestre 2010	1er semestre 2009
Chiffre d'affaires	161 955	159 055
Autres produits de l'activité	1 582	499
Achats consommés	-65 975	-44 436
Charges de personnel (y.c. participation et intéressement)	-42 227	-45 741
Autres achats et charges externes	-35 616	-41 190
Impôts et taxes	-2 259	-4 498
Variations des stocks de produits en cours et de produits finis	1 765	671
Autres charges d'exploitation	-191	-96
<i>Résultat opérationnel courant avant dotations aux amortissements et dépréciations</i>	<i>19 034</i>	<i>24 264</i>
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations	-7 358	-7 781
Dotations aux dépréciations des immobilisations - Tests de valeur	-500	-4 706
Reprises sur dépréciations des immobilisations - Tests de valeur		
Résultat opérationnel courant	11 176	11 777
Autres produits opérationnels	19	862
Autres charges opérationnelles	-7	-14 979
Résultat opérationnel	11 188	-2 340
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		
Coût de l'endettement financier brut	-1 296	-1 938
Coût de l'endettement financier net	-1 296	-1 938
Coût financier de l'engagement de retraite	-273	-297
Autres produits financiers	283	511
Autres charges financières	-275	-347
Résultat avant impôts et mises en équivalence	9 627	-4 411
Charge ou produit d'impôt	-3 437	1 720
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		
Résultat net	6 190	-2 691
. part du groupe	6 190	-2 692
. intérêts minoritaires		1
Résultat de base par action (€)	0,28	-0,12
Résultat dilué par action (€)	0,28	-0,12

3 Etat du résultat global

en milliers d'euros	1er semestre 2010	1e semestre 2009
Résultat de la période	6 190	-2 691
Instruments de couverture		-203
Ecart de conversion	10	-1
Impôt sur éléments portés directement en capitaux propres	0	70
Autres éléments du résultat global	10	-134
Résultat global	6 200	-2 825

<i>Résultat attribuable au Groupe</i>	6 200	-2 826
<i>Résultat attribuable aux minoritaires</i>		1

4 Flux de trésorerie consolidés

en milliers d'euros	1er semestre 2010	1er semestre 2009
<u>Flux de trésorerie liés à l'activité</u>		
Résultat de la période (y compris intérêts minoritaires)	6 190	-2 691
Résultat sur activités abandonnées		
+ ou -Dotations aux dépréciations s/immobilisations (tests de valeur)		4 706
+ Dotations aux amortissements et dépréciations	7 858	7 787
+ ou - charges et produits calculés	-7	13 395
+ ou - gains et pertes latents sur variations sur juste valeur	53	-161
Plus (moins) values de cession d'actif	-17	25
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et	14 077	23 061
+ coût de l'endettement financier	1 296	1 938
+ou- charge d'impôt (y compris impôts différés)	3 436	-1 720
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et	18 809	23 279
Impôts payés/perçus	-469	271
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité	-7 569	20 400
+/- Variation du B.F.R. lié aux avantages du personnel	-296	-1 017
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	10 475	42 933
<u>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements</u>		
Acquisitions et cessions de titres de participation		
Décassements acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-8 312	-8 282
Décassements et remboursements d'immobilisations financières	31	1 951
Produits de cession (1)	800	4 946
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements	-7 481	-1 385
<u>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</u>		
Sommes reçues des actionnaires		
Dividendes versés aux actionnaires de la mère		
Variation financement à court terme	4 309	-34 327
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		875
Remboursements des emprunts (y compris contrats de location financement)	-7 029	-6 980
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	-1 172	-1 964
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-3 892	-42 396
Incidence des variations de change	5	
Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie nette		
Variation de la trésorerie nette	-893	-848
Trésorerie à l'ouverture	519	355
Trésorerie à la clôture (2)	-374	-493

(1) Les produits de cession comprennent le produit de contrats de lease-back pour un montant total de

747

4 921

(2) Dont trésorerie à la clôture des actifs et passifs détenus en vue d'être cédés

(117)

5 Variation des capitaux propres consolidés

La variation des capitaux propres au cours du premier semestre 2009 était la suivante :

en milliers d'euros	Capital	Primes	Réserves	Actions propres	Total attribuable aux propriétaires de la société mère	Intérêts minoritaires	Total
Solde au 31/12/2008	22 168	41 594	47 103	-397	110 468	3	110 471
Résultat de la période			-2 692		-2 692	1	-2 691
Variations de juste valeur (IAS 39)			-133		-133		-133
Ecart de conversion			-1		-1		-1
Autres éléments du résultat global			-134		-134		-134
Mouvements sur les titres							
Dividendes							
Autres							
Transactions avec les actionnaires							
Solde au 30/06/2009	22 168	41 594	44 277	-397	107 642	4	107 646

Au cours du premier semestre 2010, les capitaux propres ont évolué de la façon suivante :

en milliers d'euros	Capital	Primes	Réserves	Actions propres	Total attribuable aux propriétaires de la société mère	Intérêts minoritaires	Total
Solde au 31/12/2009	22 168	41 594	49 101	-397	112 466	5	112 471
Résultat de la période			6 190		6 190		6 190
Variations de juste valeur (IAS 39)							
Ecart de conversion			10		10		10
Autres éléments du résultat global			10		10		10
Mouvements sur les titres							
Dividendes							
Autres							
Transactions avec les actionnaires							
Solde au 30/06/2010	22 168	41 594	55 301	-397	118 666	5	118 671

6 Annexe aux états financiers consolidés

6.1 Informations générales

6.1.1 Contexte de publication

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2010 ont été préparés conformément à IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils correspondent à des états financiers intermédiaires résumés et ne comprennent pas toute l'information nécessaire aux états financiers annuels. Les états financiers intermédiaires consolidés résumés au 30 juin 2010 sont donc à lire de manière conjointe avec les états financiers consolidés du groupe au 31 décembre 2009.

Ces comptes semestriels consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration du 21 septembre 2010.

Ils sont exprimés en milliers d'euros.

6.2 Modalités d'élaboration

6.2.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes comptables internationales, le Groupe OTOR établit ses comptes consolidés selon les normes comptables internationales IAS/IFRS telles qu'approuvées par l'Union Européenne (source internet : EUR-lex.europa.eu).

Dans la mesure où les comptes consolidés annuels au 31 décembre 2010, ainsi que l'information comparative 2009 qu'ils incluront, devront être arrêtés conformément aux normes et interprétations applicables au 31 décembre 2010, les informations présentées dans ce document relatives au 31 décembre 2009 et au 30 juin 2010 pourraient faire l'objet de modifications en fonction de l'approbation ultérieure par l'Union Européenne d'éventuelles normes et interprétations.

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés au 30 juin 2010 ont été arrêtés selon les mêmes principes comptables que ceux appliqués au 31 décembre 2009 et détaillés dans les comptes consolidés publiés à cette date, à l'exception des points présentés ci-dessous relatifs à des normes, amendements et interprétations applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2010.

Les paragraphes ci-dessous reprennent ces normes et interprétations d'application obligatoire en 2010 et en précisent les impacts pour le groupe OTOR.

- Impact des normes suivantes :
 - IFRS 3 révisée : « Regroupements d'entreprises » et,
 - IAS 27 révisée : « Etats financiers consolidés et individuels.

Ces normes sont applicables pour les exercices ouverts à compter du 1er juillet 2009, et dans le cas du Groupe applicable aux acquisitions réalisées à compter du 1er janvier 2010.

Elles sont d'application prospective et sont donc sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1er janvier 2010.

IFRS 3 révisée introduit de nombreux changements pouvant impacter significativement le mode de comptabilisation des regroupements d'entreprise. Les principaux changements sont notamment la comptabilisation immédiate en charges des frais d'acquisition, la possibilité d'opter lors de chaque regroupement pour le goodwill complet et une nouvelle comptabilisation des ajustements de prix.

IAS 27 révisée change significativement le mode de comptabilisation des variations de périmètre. Désormais seules les variations de pourcentage d'intérêt impliquant la perte ou l'acquisition du contrôle exclusif d'une entité pourront entraîner un impact en résultat. A contrario, les opérations n'affectant pas le contrôle ne se traduiront que par une nouvelle répartition des capitaux propres entre la part du groupe et la part hors-groupe.

En l'absence de regroupement d'entreprises intervenu sur le premier semestre 2010, les révisions de ces normes n'ont pas eu d'impact sur les comptes clos au 30 juin 2010.

- Impact des interprétations et amendements suivants :
 - IFRIC 12 « Accords de concessions de services »,
 - IFRIC 15 « Accords pour la construction d'un bien immobilier »,
 - IFRIC 16 « Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger »,
 - IFRIC 17 « Distribution en nature aux actionnaires »,
 - IFRIC 18 « Transferts d'actifs en provenance des clients,
 - Amendements à IAS 39 « Eléments couverts éligibles »,
 - Amélioration annuelle des IFRS – Avril 2009
 - Amendement à IFRS 5 (amélioration annuelle des IFRS – Mai 2008)
 - Amendement à IFRS 2 « Transactions intragroupe réglées en trésorerie ».

Ces nouveaux amendements et interprétations sont sans incidence sur les comptes clos au 30 juin 2010.

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés ne tiennent pas compte :

- des normes publiées par l'IASB, adoptées par l'Union Européenne mais d'application obligatoire aux exercices ouverts postérieurement au 1^{er} janvier 2010, notamment :
 - Amendement à IAS 32 « Classement des droits de souscription émis », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} février 2010 ;
 - IFRIC 19 « Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2010 ;
 - Amendement à IFRIC 14 « Remboursement anticipé des exigences de financement minimum », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011 ;
 - IAS 24 Révisée « Transactions entre parties liées », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.
- des nouvelles normes, interprétations et amendements de normes existantes non encore approuvés par l'Union Européenne, notamment :
 - Améliorations annuelles – Mai 2010, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2010 ;
 - IFRS 9 « Instruments financiers », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.
- des projets de normes à l'état d'exposé-sondage au niveau de l'International Accounting Standards Board (IASB).

6.2.2 Hypothèse de base de continuité de l'exploitation

Les principes comptables IFRS impliquent de préciser les hypothèses de base retenues pour l'établissement des comptes. Ces hypothèses de base impliquent, entre autres, que la direction évalue la capacité de l'entreprise à poursuivre son exploitation, les états financiers devant être établis sur une base de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention ou n'a pas d'autres solutions que de liquider l'entreprise ou cesser son activité.

A cet égard, l'analyse de la Direction du groupe OTOR relative aux évènements qui ont marqué le 1^{er} semestre 2010 est la suivante :

Evolution des conditions d'exploitation

Le premier semestre de l'exercice 2010 a été marqué par une forte hausse du prix des papiers, principale matière première du Groupe. Du fait du contexte économique global et sectoriel, la répercussion de cette hausse au niveau des prix de vente a été difficile et s'est effectuée avec un décalage par rapport à l'évolution des prix des papiers.

Par suite, malgré un chiffre d'affaires en hausse de 2,9 millions d'euros qui traduit la bonne tenue de la position commerciale du Groupe, le résultat opérationnel courant avant dotations aux amortissements et dépréciations est en baisse de 5,2 millions d'euros.

L'absence de charges liées à des opérations particulières, alors que le premier semestre 2009 avait été marqué par environ 18 millions d'euros de coûts liés aux Papeteries de Saint-Michel et du Doubs, ainsi que la baisse continue du coût de l'endettement, conduisent à une amélioration de 14 millions d'euros du résultat avant impôt du semestre sous revue par rapport à celui du premier semestre 2009.

Ratios bancaires

Les ratios inclus dans le contrat de crédit signé entre OTOR SA et un pool de banques pour un montant de 58,5 millions d'euros signé le 24 février 2006 et ayant fait l'objet d'un avenant signé le 18 septembre 2007 sont respectés au 30 juin 2010.

Compte tenu des éléments ci-dessus, la Direction du Groupe considère justifiée l'hypothèse de continuité d'exploitation qui a servi de base à l'établissement des comptes consolidés au 30 juin 2010.

6.2.3 Estimations comptables déterminantes

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes comptables IFRS implique que le Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses, jugées réalistes et raisonnables. Certains faits et circonstances pourraient conduire à des changements de ces estimations ou hypothèses, ce qui affecterait la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du Groupe.

Tests de valeur

Dans un contexte de conjoncture difficile, OTOR a gardé une rentabilité d'exploitation satisfaisante, grâce en particulier à sa stratégie d'innovation.

Pour ces motifs, la Direction du Groupe a maintenu ses prévisions sur l'année 2010, en ligne avec ses prévisions initiales.

Ainsi, les analyses des UGT Emballage et Etais Cognac n'ont pas mis en évidence au 30 juin 2010 d'indice de perte de valeur ou d'augmentation de potentiel susceptible de modifier de manière significative le montant ou l'échéancier des flux de trésorerie ayant servi de base aux tests de dépréciation menés lors de la clôture au 31 décembre 2009.

En conséquence, il n'a pas été procédé à des tests de valeur au 30 juin 2010.

Concernant l'UGT OTOR Papeterie de Nantes, les tests de dépréciation effectués en 2009 ont conduit à la nécessité de déprécier la totalité des immobilisations. Pour cette UGT également, les évolutions du premier semestre 2010 ne sont pas suffisamment substantielles pour justifier une modification de cette approche. Les investissements du semestre, soit 0,5 million d'euros, ont donc été dépréciés en totalité.

Impôts différés

Au 30 juin 2010, conformément à IAS 34, l'impôt du groupe a été déterminé notamment sur la base du taux d'impôt effectif estimé au titre de l'exercice. Ce taux est appliqué au « Résultat avant impôts et sociétés mises en équivalence ». Le taux d'impôt estimé au titre de la période est de 35,06 %, étant précisé qu'ont été exclus de la base de calcul de ce taux la CVAE et les crédits d'impôt (cf. § 6.3.9). Le taux effectif d'impôt hors la seule CVAE est de 25,62%.

Les impôts différés actifs comptabilisés résultent pour l'essentiel des déficits fiscaux reportables et des différences temporelles déductibles entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs. Les actifs relatifs aux reports en avant des pertes fiscales sont reconnus s'il est probable que le Groupe disposera de bénéfiques imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales pourront être imputées.

Au 30 juin 2010, le montant des impôts différés actifs, net des impôts différés passifs, est de 14,2 millions d'euros, contre 17,2 millions d'euros au 31 décembre 2009.

L'évaluation de la capacité du Groupe à utiliser ses pertes fiscales reportables repose sur une part de jugement importante. Le Groupe a effectué une analyse des éléments positifs et négatifs lui permettant de conclure ou non à la probabilité d'utilisation dans le futur des déficits fiscaux reportables.

Cette analyse est effectuée régulièrement. Si les résultats fiscaux futurs du Groupe se révélaient sensiblement différents de ceux prévus pour justifier la comptabilisation des impôts différés actifs, le Groupe serait alors dans l'obligation de revoir le montant des actifs d'impôts différés.

6.2.4 Variation du périmètre de consolidation / comparabilité des comptes

Le périmètre de consolidation n'a connu aucune modification au cours du 1^{er} semestre 2010.

Activités arrêtées ou en cours de cession ou abandonnées

Les activités cédées, ou en cours de cession, ou abandonnées sont comptabilisées selon les dispositions d'IFRS 5.

Une activité arrêtée ou en cours de cession est une composante du Groupe dont celui-ci s'est séparé (par sa vente ou d'une autre manière) ou qui est détenue en vue de sa vente. L'activité arrêtée ou en cours de cession est clairement distinguée du reste du Groupe pour la communication d'informations financières ; elle fait partie d'un plan de cession ou d'abandon.

La cession en 2009 des sociétés OTOR Papeterie Saint Michel et OTOR Papeterie du Doubs ne constituait pas un abandon d'activité. De ce fait, le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie au 30 juin 2009 intègrent les données relatives à ces sociétés. Pour mémoire, dans le bilan au 30 juin 2009, les actifs et passifs d'OTOR Papeterie Saint Michel, destinés à être cédés, étaient présentés sur une ligne spécifique de l'actif et du passif.

6.3 Notes annexes aux états financiers consolidés résumés

6.3.1 Ecarts d'acquisition

La variation du montant net des goodwill se présente comme suit :

en milliers d'euros	
31 décembre 2009	62 077
Acquisitions de l'exercice	
Cessions	
Dépréciations	-74
Mouvements de périmètre	
30 juin 2010	62 003

Le détail des goodwill par UGT est le suivant :

en milliers d'euros	30/06/2010	31/12/2009
UGT emballage	62 133	62 133
UGT Papeterie de Nantes	229	229
Dépréciation UGT emballage	-130	-56
Dépréciation UGT Papeterie de Nantes	-229	-229
Total net goodwill	62 003	62 077

6.3.2 Immobilisations incorporelles

Les valeurs brutes des immobilisations incorporelles ont évolué comme suit :

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Frais de développement et brevets déposés	Autres immobilisations incorporelles	Total
31 décembre 2009	7 617	7 487	15 104
Acquisitions	532	577	1 109
Cessions et sorties		-477	-477
Reclassements			
Ecart de conversion			
Reclassements en actifs destinés à être cédés			
Mouvements de périmètre			
30 juin 2010	8 149	7 587	15 736

Les amortissements et dépréciations cumulés des immobilisations incorporelles ont évolué comme suit :

en milliers d'euros	Frais de développement et brevets déposés	Autres immobilisations incorporelles	Total
31 décembre 2009	4 797	4 220	9 017
Dotations aux amortissements et dépréciations	424	548	972
Reprises dépréciations antérieures			
Cessions et sorties		-477	-477
Reclassements			
Ecart de conversion			
Reclassements en actifs destinés à être cédés			
Mouvements de périmètre			
30 juin 2010	5 221	4 291	9 512

Les valeurs nettes comptables des immobilisations incorporelles ont évolué comme suit :

Valeurs nettes (en milliers d'euros)	Frais de développement et brevets déposés	Autres immobilisations	Total
31 décembre 2009	2 820	3 267	6 087
30 juin 2010	2 928	3 296	6 224

6.3.3 Immobilisations corporelles

Les valeurs brutes des immobilisations corporelles ont évolué comme suit :

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres immobilisations	Immobilisations en cours, avances et acomptes	Total
31 décembre 2009	2 654	57 595	219 221	10 041	1 526	291 037
Acquisitions		105	4 953	150	1 717	6 925
Cessions et sorties		-72	-2 073	-1 429		-3 574
Reclassements						
Ecart de conversion				5		5
Reclassements en actifs destinés à être cédés						
Mouvements de périmètre						
30 juin 2010	2 654	57 628	222 101	8 767	3 243	294 393

Les amortissements et dépréciations cumulés ont évolué comme suit :

en milliers d'euros	Terrains	Construc-tions	Matériels et outillages	Autres immobili-sations	Total des amortisse-ments	Total des dépré-ciations
31 décembre 2009	125	38 498	177 854	7 533	224 010	5 821
Dot. amortissements et dépréciations	11	1 064	4 839	399	6 313	500
Reprises dépréciations antérieures						
Cessions et sorties		-72	-2 014	-1 367	-3 453	
Reclassements						
Ecarts de conversion				5	5	
Reclas.en actifs destinés à être cédés						
Mouvements de périmètre						
30 juin 2010	136	39 490	180 679	6 570	226 875	6 321

Les valeurs nettes comptables des immobilisations corporelles ont évolué comme suit (hors immobilisations en cours et dépréciations) :

en milliers d'euros	30/06/2010	31/12/2009
Terrains	2 518	2 529
Constructions	18 138	19 097
Matériels et outillages	41 422	41 367
Autres immobilisations	2 197	2 508
Total	64 275	65 501

Rapprochement avec le total des immobilisations :

en milliers d'euros	30/06/2010	31/12/2009
Immobilisations	64 275	65 501
Immobilisations en cours	3 243	1 526
Dépréciations	-6 321	-5 821
Total	61 197	61 206

6.3.4 Actifs financiers non courants

en milliers d'euros	30/06/2010	31/12/2009
Actifs financiers non courants	13 511	13 534
Actifs destinés à être cédés		
Total	13 511	13 534
A moins de cinq ans	12 170	12 089
A plus de cinq ans	1 341	1 445
Total	13 511	13 534

Ce total comprend notamment des FCP Natixis Cash Première bloqués pendant cinq ans à compter du mois de mai 2008 au titre de la garantie de passif de la cession en 2008 d'OTOR Papeterie de Rouen et OTOR Cartonnerie de Rouen pour un montant de 8,2 millions d'euros.

6.3.5 Dettes financières

Le détail du poste des emprunts et dettes financières à long et moyen terme est le suivant :

en milliers d'euros	30/06/2010	31/12/2009
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	24 455	28 501
Emprunts et dettes financières relatifs aux contrats de location-financement	14 781	16 788
Emprunts et dettes financières divers	5	8
Total	39 241	45 297
dont : part à plus d'un an des emprunts à long et moyen terme	25 932	31 309
part à moins d'un an des emprunts à long et moyen terme	13 309	13 988

La variation des emprunts et dettes financières se présente comme suit :

en milliers d'euros	31/12/2009	Augmentations	Diminutions	Variation de périmètre	30/06/2010
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	28 501	125	4 171		24 455
Emprunts et dettes financières relatifs aux contrats de location-financement	16 788	949	2 956		14 781
Emprunts et dettes financières divers	8		3		5
Total	45 297	1 074	7 130	0	39 241

L'augmentation des emprunts auprès des établissements de crédit correspond au retraitement en coût amorti de l'emprunt de 58,5 millions souscrit en 2006.

Par ailleurs, le Groupe a conclu au cours du premier semestre 2010 un contrat de lease-back portant sur des matériels et outillages pour un total de 747 milliers d'euros, dont le montant figure en augmentation des dettes financières relatives aux contrats de location-financement.

Ratios figurant dans les contrats de financement

a) **Contrat de crédit entre OTOR SA et un pool de banques dont Natixis Banque Populaire est l'agent, pour un montant de 58,5 millions d'euros signé le 24 février 2006.**

Au titre de ce contrat, OTOR SA s'est engagé à respecter les ratios financiers définis comme suit :

- le "ratio R1" désigne le rapport entre la Dette Financière Nette consolidée et le Résultat opérationnel courant avant dotations aux amortissements et provisions consolidés.

La Dette Financière Nette consolidée est définie comme étant la somme des emprunts à long et moyen terme, de la part à moins d'un an des emprunts à long et moyen terme, des crédits à court terme et découverts bancaires (y compris les effets escomptés non échus, les cessions Dailly avec recours et l'affacturage escompte), des autres mobilisations du poste clients avec recours sur l'emprunteur non comptabilisées dans les " crédits à court terme et découverts bancaires" ; diminuée des disponibilités et valeurs mobilières de placement et dépôts à court terme (y compris les dépôts auprès des factors)

- le "ratio R2" désigne le rapport entre la Dette Financière Nette consolidée et le total capitaux propres consolidés
- le "ratio R3" désigne le rapport entre le Résultat opérationnel courant consolidé avant dotations aux amortissements et provisions et le Coût de l'endettement financier net

Ces ratios, initialement définis lors de la mise en place de l'emprunt en février 2006, ont fait l'objet d'un avenant au contrat qui a été signé le 18 septembre 2007. Le nouveau niveau des ratios tels que définis par cet avenant est le suivant :

- le ratio R1 doit être inférieur ou égal aux montants visés ci-dessous pour la période indiquée :

30/06/2010	31/12/2010 et suivants
2,75	2,75

- le ratio R2 doit être inférieur ou égal aux montants visés ci-dessous pour la période indiquée :

30/06/2010	31/12/2010 et suivants
1,25	1,10

- le ratio R3 doit être supérieur ou égal aux montants visés ci-dessous pour la période indiquée :

30/06/2010	31/12/2010 et suivants
4,50	4,75

Par ailleurs au titre de ce contrat, le Groupe s'est engagé à respecter une limitation annuelle d'investissements (correspondant à la ligne "décaissements, acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles" du tableau de flux de trésorerie) de 22 millions d'euros calculée sur la base de la moyenne annuelle glissante des investissements réalisés sur trois ans, sachant que le montant des investissements réalisés au cours d'une année ne peut excéder vingt cinq millions d'euros.

Cette limite n'inclut pas :

- (i) les investissements réalisés à la suite d'un sinistre assuré, à hauteur du montant indemnisé par l'assurance dommages et responsabilité civile, et
- (ii) les investissements non budgétés mais dont la mise en œuvre, à la suite d'une panne ou d'une casse, est impérative pour permettre aux usines de l'emprunteur ou ses filiales de maintenir leur activité normale, à hauteur d'un montant maximum de 1,5 million d'euros par an.

A la date du 30 juin 2010, l'ensemble des ratios et conditions ci-dessus est respecté.

b) convention de syndication entre OTOR SA et Eurofactor, Factorem et Factocic d'une ligne d'affacturage confirmée signée le 15 mars 2006

L'enveloppe globale d'affacturage disponible est de 100 millions d'euros depuis fin 2008, suite à la cession d'OTOR Papeterie de Rouen et OTOR Cartonnerie de Rouen.

La convention prévoit la possibilité pour les facteurs de résilier le contrat en cas de dégradation de la situation financière, constatée par une diminution des fonds propres de plus de 20 % ou par une augmentation de l'endettement de plus de 20 %.

Les comptes au 30 juin 2010 ne font apparaître, par rapport à ceux du 31 décembre 2009, ni une diminution des fonds propres de plus de 20 %, ni une augmentation de l'endettement de plus de 20 %.

Crédits à court terme et découverts bancaires

Les crédits à court terme et découverts bancaires s'analysent comme suit :

en milliers d'euros	30/06/2010	31/12/2009
Affacturation confirmé	17 433	13 124
Découverts bancaires	1 169	1 231
Autres (intérêts courus)	77	74
TOTAL	18 679	14 429

Le contrat d'affacturation a fait l'objet d'une confirmation de deux ans à compter de la date de signature le 15 mars 2006, renouvelable par tacite reconduction chaque année pour une année supplémentaire. A la date des présentes, le contrat en cours est donc confirmé jusqu'au 15 mars 2012. Les créances cédées dans le cadre de ce contrat et les dettes qui représentent leur financement sont maintenues dans le bilan consolidé. Malgré sa confirmation jusqu'en 2012, cet endettement a été classé en emprunts à court terme dans les comptes consolidés du Groupe.

Le montant de l'affacturation qui figure au passif du bilan correspond au montant des créances cédées et non au montant financé. Le montant financé s'établit comme suit :

en milliers d'euros	30/06/2010	31/12/2009
Montant de l'affacturation au passif	17 433	13 124
- Dépôts de garantie versés au factor	-2 826	-2 831
- Comptes de réserve factor	-2 800	-2 774
TOTAL DETTE AFFACTURAGE	11 807	7 519

6.3.6 Provison pour risques et charges

La variation des provisions pour risques et charges comprend les éléments suivants :

en milliers d'euros	30/12/2009	Dotations	Reprises liées à utilisation	Reprises pour non utilisation	Variation de périmètre	30/06/2010
Total	1 309	78	238	137		1 012

dont :	30/06/2010	31/12/2009
Provisions à long terme	311	280
Provisions à court terme	701	1 029
Total	1 012	1 309

Aux 30 juin 2010 et 31 décembre 2009, les provisions pour risques et charges comprennent principalement des sommes provisionnées au titre de divers litiges et autres risques d'exploitation.

6.3.7 Autres produits / autres charges opérationnelles

Le montant net des autres produits et autres charges opérationnels s'élève à 12 milliers d'euros. Ce montant correspond à divers produits et charges.

Au 30 juin 2009, le montant net des autres produits et charges opérationnels comprenait d'une part les coûts liés à la fermeture ou la cession des Papeteries du Doubs et Saint Michel pour un total de 13 429 milliers d'euros et d'autre part divers autres charges pour un montant net de 688 milliers d'euros.

6.3.8 Participation des salariés

La variation de la dette envers les salariés au titre de la participation se présente comme suit :

en milliers d'euros	Montant au 31/12/2009	Augmentations	Diminutions	Mouvements de périmètre	Montant au 30/06/2010
Participations des salariés	6 759	706	1 560		5 905

dont :	30/06/2010	31/12/2009
Part à plus d'un an	5 330	5 454
Part à moins d'un an	575	1 305
Total	5 905	6 759

6.3.9 Impôts sur le résultat

Au 31 décembre 2009, le groupe avait opté pour qualifier la Contribution Economique Territoriale (CVAE) en tant qu'impôt sur le résultat au sens de la norme IAS 12. La charge d'impôts sur le résultat comprend donc, d'une part l'impôt sur les sociétés proprement dit (impôts courants correspondant pour l'essentiel à l'encaissement de crédits d'impôt recherche et impôts différés correspondant à une diminution des déficits reportables) et d'autre part la charge de CVAE instituée par la loi de finances pour 2010.

en milliers d'euros	30/06/2010	30/06/2009
Impôts courants - produit (charge)	502	271
Impôts différés - produit (charge)	-2 968	1 449
CVAE (charge)	-971	
Total impôts sur les résultats : produit - (charge) des activités poursuivies	-3 437	1 720

6.3.10 Résultat par action

	30/06/2010	30/06/2009
Résultat part du groupe (en milliers d'€)	6 190	-2 692
Nombre d'actions	22 167 792	22 167 792
Résultat de base par action (en €)	0,28	-0,12
Nombre d'actions après dilution	22 167 792	22 167 792
Résultat dilué par action (en €)	0,28	-0,12

6.3.11 Segments opérationnels

Depuis 2006, suite à la cession de l'activité « recyclage », le Groupe OTOR ne présentait plus qu'un seul secteur d'activité : le secteur d'activité « emballage » (qui prend en compte l'intégration verticale de la production de papier).

Au 31 décembre 2008, trois papeteries (OTOR Papeterie Saint Michel, OTOR Papeterie du Doubs et OTOR Papeterie de Nantes) avaient été filialisées dans l'objectif de pouvoir être suivies individuellement par la suite. Ces papeteries sont au-dessous des seuils de signification qui imposent une présentation en tant que segments distincts et sont regroupées en « autres segments ». Au 30 juin 2010, suite à la cession en 2009 d'OTOR Papeterie Saint Michel et OTOR Papeterie du Doubs, seule la papeterie OTOR Papeterie de Nantes est présentée en « autres segments ».

L'ensemble des autres entreprises du groupe constitue un seul segment, le segment emballage, largement prépondérant :

- il n'existe qu'un seul principal décideur opérationnel pour l'ensemble des établissements
- les différents établissements se situent dans le même environnement économique,
- le reporting utilisé pour les allocations de ressources ne fournit pas de distinctions particulières.

Segment emballage en milliers d'euros	30/06/2010	30/06/2009
Chiffre d'affaires externe au groupe	161 071	156 330
Chiffre d'affaires inter-segments	1 067	1 599
Résultat opérationnel courant avant dotations aux amortissements et dépréciations	19 788	24 959
Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	67 069	70 404
Investissements en immobilisations incorporelles	1 109	1 204
Investissements en immobilisations corporelles	6 317	6 288
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	972	989
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	6 166	6 215
Résultat des sociétés mises en équivalence		

Les activités du segment emballages correspondent essentiellement à la production d'emballages en carton ondulé.

Le chiffre d'affaires des segments peut être réconcilié avec le chiffre d'affaires du Groupe de la façon suivante :

en milliers d'euros	30/06/2010	30/06/2009
Chiffre d'affaires externe au groupe du segment emballage	161 071	156 330
Chiffre d'affaires externe au groupe des autres segments	884	2 725
Total du chiffre d'affaires externe au groupe	161 955	159 055

Le résultat opérationnel courant des segments, avant dotations aux amortissements et dépréciations, peut être réconcilié comme suit avec le résultat consolidé de la période :

en milliers d'euros	30/06/2010	30/06/2009
Résultat opérationnel avant dotations aux amortissements et dépréciations du segment emballage	19 788	24 959
Résultat opérationnel avant dotations aux amortissements et dépréciations des autres segments	-754	-695
Total du résultat opérationnel des segments avant dotations aux amortissements et dépréciations	19 034	24 264
Eléments de réconciliation :		
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations	-7 858	-7 781
Impairments des immobilisations et stocks des Papeteries		-4 706
Provisions pour fermeture du site Papeterie du Doubs		-5 050
Provisions pour pertes nettes sur cession Papeterie Saint Michel		-8 379
Autres charges et produits opérationnels	12	-688
Coût de l'endettement financier net	-1 296	-1 938
Coût financier de l'engagement de retraite	-273	-297
Autres produits financiers	283	511
Autres charges financières	-275	-347
Charge ou produit d'impôt	-3 437	1 720
Résultat consolidé de la période	6 190	-2 691

6.3.12 Evénements postérieurs à la clôture

Par un communiqué en date du 7 juillet 2010, le Groupe Carlyle et DS Smith ont annoncé l'ouverture de négociations exclusives portant sur l'acquisition de la société OTOR SA, participation du Groupe Carlyle. Un communiqué du 13 juillet 2010, annonce qu'un accord définitif a été conclu en vue de la réalisation de cette opération.

L'acquisition est soumise, en particulier, à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires de DS Smith et à l'obtention des autorisations nécessaires de la part des autorités de concurrence compétentes. Ces conditions suspensives ont été levées et l'acquisition a été réalisée le 1^{er} septembre 2010.

Celle-ci implique la vente, directe et indirecte, à DS Smith de 94,75 % des actions d' OTOR, contrôlées par Carlyle, ainsi que celle des titres détenus par le management. Elle permet à DS Smith de contrôler ainsi plus de 95,00 % du capital et droits de vote de la Société. Le prix par action OTOR offert par DS Smith est de 8,97 euros.

A l'issue de la réalisation de l'opération, DS Smith a l'intention de déposer une offre publique d'achat obligatoire portant sur l'intégralité des titres d'OTOR restant alors détenus par le public, conformément aux dispositions réglementaires applicables. Cette offre sera mise en œuvre sous la forme d'une offre publique simplifiée suivie d'un retrait obligatoire. Il est prévu que cette opération soit réalisée au cours du quatrième trimestre de l'année 2010.

6.3.13 Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan sont sans changement significatif par rapport au 31 décembre 2009.

6.3.14 Gestion du risque de taux

Conformément à l'engagement pris par le Groupe OTOR dans le contrat de crédit conclu en février 2006 pour un montant de 58,5 millions d'euros (cf. supra) et afin de réduire son exposition au risque de taux, la société OTOR SA avait conclu quatre opérations de CAP le 23 mai 2006. Ces contrats étant venus à échéance le 3 juillet 2009, le Groupe a mis en place, en juillet 2009, les instruments suivants :

- CAP à 2,5 % sur l'Euribor 3M pour un montant notionnel de 7 millions d'euros sur une durée de 3 ans,
- CAP à 2,5 % avec barrière désactivante à 4 % sur l'Euribor 3M pour un montant notionnel de 7 millions d'euros sur une durée de 3 ans,
- Accord de SWAP de taux Euribor 3M à 2,215 % pour un montant notionnel de 7 millions d'euros € pour une durée de 3 ans,

Soit un montant notionnel total de 21 millions d'euros.

A l'exception du CAP avec barrière désactivante, ces instruments financiers sont comptabilisés comme des opérations de couverture de flux futurs.